

« Le PS doit rompre avec la théorie de l'efficacité des marchés »

par Gaëtan Gorce *

(Marianne, 9 septembre 2011)

Moins de trois ans après le krach de 2008, l'économie mondiale est de nouveau au bord du précipice. Comme si, au cours des derniers mois, et malgré les sommes colossales engagées par les États, rien n'avait été réglé ! La raison en tient moins à la pusillanimité des dirigeants politiques (même si celle-ci est avérée) qu'à la nature même de la crise : celle-ci engage le système économique dans ses logiques les plus profondes. L'ultra économisme qui a dominé les esprits depuis trois décennies trouve aujourd'hui ses limites. La théorie de « l'efficacité des marchés » a conduit à une perte totale de contrôle sur les mécanismes financiers. Il est donc temps d'en appeler à un retour de la volonté politique qui ne pourra se révéler efficace que si elle s'inscrit dans un cadre alternatif : c'est une autre manière de penser l'économie et la finance et plus encore le rapport avec la société et l'État qu'il faut désormais promouvoir. Qui mieux que les socialistes devraient naturellement pouvoir l'incarner ? Mais pourquoi alors est-on pris d'un doute ?

Pas seulement parce que, souvent tardive, la multiplication des intervenants, a rendu leur expression confuse. À cet égard, on pourrait souhaiter que, toutes premières cessantes au regard de la gravité de la situation, une seule voix se fasse enfin entendre. Mais aussi et surtout parce que c'est l'existence même d'une alternative qui semble aujourd'hui faire question.

Cette situation n'est pas sans rappeler, par certains côtés seulement, la crise des années 30. A l'instar de celle qui affecte le capitalisme moderne, la Grande Dépression résultait moins d'un problème d'ajustement ponctuel que du décalage croissant entre les réalités du monde économique et les politiques conduites. Celles-ci, confrontées à une exigence nouvelle d'intervention sociale continuèrent à se référer aux schémas les plus classiques. Les socialistes européens se montrèrent pour la plupart incapables d'adopter les solutions nouvelles qu'expérimentèrent pourtant avec bonheur, mais sans grand prosélytisme, les Suédois. En Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, le débat s'était aussi ouvert autour de la question des réformes de structures (les nationalisations, en particulier du crédit) et celles du plan, c'est-à-dire d'une direction donnée à l'économie par une intervention sophistiquée de l'Etat fondée notamment sur les progrès de la statistique. L'idée était bien alors de profiter de la concentration de l'industrie, de la rationalisation des méthodes de production, pour « organiser » l'économie.

Bien avant Keynes, Gunnar Myrdal, futur prix Nobel et expert du Parti Social Démocrate suédois, s'était fait le chantre de la relance budgétaire et d'une protection sociale garante du pouvoir d'achat des catégories les plus modestes. Mais c'est qu'il n'hésitait pas alors à diagnostiquer « la mort du libéralisme économique » et en déduire la nécessité de solutions radicalement nouvelles, qu'arrivé au pouvoir en 1932, le parti suédois saura concrétiser au point de rester plus de 40 ans aux responsabilités.

Formulées par des esprits avancés, comme De Man, à Bruxelles André Philip ou Jules Moch à Paris, ces thèses se heurtèrent à la frilosité de la direction des partis qui ne pouvaient alors concevoir le socialisme en sauveur du capitalisme honni. Pour Blum, le marché est par principe rétif à toute forme d'organisation d'autant que celle-ci privilégie une sorte de guidage, de pilotage économique au détriment de la question de l'appropriation de la propriété et des moyens de production. Certes, l'échec de ces thèses qui, ironie de l'Histoire, s'imposeront partout au lendemain de la guerre, sera dû aussi au contexte politique. Face à la montée des fascismes, la Gauche européenne, le plus souvent tétanisée, préféra au risque de l'invention, la reconstitution d'alliances électorales de Front populaire sur le modèle de programmes classiques même inadaptés et bientôt inefficaces...

Qu'en sera-t-il aujourd'hui ? La crise n'est-elle pas de même nature ? Elle traduit la mutation du capitalisme amorcée dans les années 70 avec l'explosion du système monétaire et de la flexibilité permise par le développement de l'informatique. A cette crise, les socialistes choisiront-ils de répondre par la nostalgie, y voyant au mieux l'occasion d'un retour à l'âge d'or de l'Etat fort des Trente Glorieuses ? Ou feront-ils le choix, non de rompre avec le capitalisme dont on voit mal quel système lui substituer, mais avec l'ultra-économisme qui a conduit à déclasser toutes les valeurs autres que celles du calcul et de la rentabilité ? Sauront-ils dans le désordre ambiant, inventer de nouvelles formes de coopérations sociales et entre États, seules à même de rendre à notre société la main sur un destin qui aujourd'hui lui échappe ? Saura-t-il, pour y parvenir, se placer à l'échelle de ses responsabilités : proposer à nos concitoyens, non seulement un programme mais une philosophie de la société ? Sauront-ils s'approprier l'enjeu écologique seul à même de mobiliser les acteurs compte-tenu du défi vital qu'il représente ? A défaut, l'histoire nous enseigne que le prix à payer reste élevé.

* Gaëtan Gorce est député PS de la Nièvre